



## **UN PROJET DE SOCIÉTÉ COMMUN AU SERVICE DU PEUPLE TOGOLAIS : Pour une conférence inclusive du Peuple togolais indépendant !**

**COMMUNIQUÉ DU 21 JUIN 2021 ADRESSÉ AU PEUPLE TOGOLAIS**

**RESEAU DE LA COORDINATION DE LA DIASPORA TOGOLAISE INDEPENDANTE (RCDTI) ET  
COLLECTIF POUR LA VÉRITÉ DES URNES - TOGO - DIASPORA (CVU-TOGO-DIASPORA)**

Contact : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) qui transmettra.

Au Togo, la confusion entretenue par Faure Gnassingbé, mais aussi par certains dirigeants de l'opposition institutionnalisée, a fini par empêcher le Peuple togolais de s'interroger sur ce que peut contenir un projet de société qui rassemble la grande majorité des citoyens togolais y compris dans la Diaspora. Il ne s'agit pas d'un de ces projets politiques qui apparaissent juste avant les élections pour promouvoir une personnalité et moins le Peuple togolais. RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA veulent participer à la clarification en expliquant leur stratégie holistique pour un projet alternatif au service du Peuple togolais. C'est au cours d'une conférence inclusive qu'il va falloir proposer, comparer, choisir, améliorer et voter ce projet alternatif. La concertation nationale entre acteurs politiques, proposition unilatérale de Faure Gnassingbé, est une concertation de l'exclusion des organisations de la société civile, donc d'une grande partie indépendante du Peuple togolais. Personne de sérieux et d'indépendants ne doit cautionner Faure Gnassingbé et son régime autocratique en s'y rendant, à moins d'être un « aligné » !

### **1. UN PROJET DE SOCIÉTÉ COMMUN N'EST PAS UN PROJET POLITIQUE CITOYEN ?**

A l'approche des élections, chacun des candidats s'évertue à proposer quelques pages appelées souvent « projet politique ». A ce jour, ces projets politiques qui ne survivent pas à leurs initiateurs n'arrivent pas à convaincre le Peuple togolais. La contrevérité des urnes institutionnalisée depuis des décennies par le système politique en vigueur, - celle des Gnassingbé - empêche l'expression sécurisée et libre du suffrage universel. Les électeurs sont empêchés de faire leurs choix éclairés sur ce que propose tel ou tel candidat. Mais à y regarder de plus près, la réalité est tout autre. Il s'agit, souvent et en définitive, d'exhorter le citoyen et la citoyenne de s'aligner derrière un candidat. Il y a d'ailleurs comme une dévotion, - voire un culte - au candidat. De fait, le projet politique est conçu comme un simple acte d'alignement derrière une personne et moins derrière le projet, donc la vision du Togo que se souhaitait le Peuple togolais. Finalement, il s'agit de transformer une partie du Peuple togolais en « agneau » que l'on mène :

- au mieux à l'impasse ;
- au pire à l'abattoir compte tenu du nombre important des prisonniers politiques, arbitrairement détenus dans les geôles insalubres de Faure Gnassingbé.

### **2. SE METTRE D'ACCORD POUR UNE ALTERNATIVE POLITIQUE COMMUNE AU PEUPLE INDÉPENDANT**

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA proposent une alternative politique au Peuple togolais. Cela passe par un ensemble de propositions, sous forme de documents servant à structurer une stratégie politique permettant de



parvenir à une alternative au système de Faure Gnassingbé, mais aussi à comparer la viabilité de celles, quand elles existent, de nombreux dirigeants de l'opposition institutionnelle.

Pour construire un projet de société, il faut d'abord avoir des valeurs et considérer que l'émancipation du Peuple togolais passe par sa liberté de choisir ses dirigeants et sa capacité à créer de la valeur, dans une société inclusive. Donc, une société ouverte, qui permet la libre expression de toutes les initiatives et la participation de toutes les compétences, d'où l'importance de la consolidation effective et pérenne de la vérité des urnes et la vérité des comptes publics, comme fondement de la démocratie électorale.

Le projet de société doit être approprié et donc appartenir au Peuple togolais, qui dans le cadre de la décentralisation, devra l'adapter à ses objectifs de proximité. Un projet de société, comme au demeurant un projet politique au service du peuple, ne peut être construit autour d'un individu, mais sur le socle commun de valeurs et de propositions portées et validées par l'expression globale de la volonté du Peuple.

Au Togo, les projets politiques ont été systématiquement construits autour d'un individu, sans l'apport des citoyens. Lorsque certains pensent aujourd'hui réaliser le mélange des genres en suggérant comme solution « un projet politique citoyen », proposant que chaque citoyen vienne apporter une idée sans analyse et réflexion, cette contribution risque de n'être qu'un grain de « sable » qui risque de n'être qu'une sorte d'agrégat informe, dévertébré et sans ligne politique claire. Cela risque sur des propositions politiquement déstructurées et contradictoires. De ce magma, il ne faudra pas s'étonner d'avoir des défections dès que l'adversaire proposera, comme d'habitude, d'acheter les consciences.

Il y a dans ce projet politique dit « citoyen » une forme de démission de la responsabilité à l'égard du Peuple togolais. Autant lui demander de réaliser la quadrature du cercle en voulant faire fi de l'impératif de la cohérence de la stratégie proposée par les initiateurs du projet de société. Ce qui suppose des critères objectifs pour sélectionner les propositions qui seront retenues. En effet, il s'agit en définitive de choisir démocratiquement, puis d'adhérer au projet de société commun et moins de s'aligner religieusement comme des fidèles, derrière un individu ou un groupe d'individu.

Or historiquement au Togo, les projets politiques ont été systématiquement construits autour d'un individu, sans l'apport des citoyens. Il s'agissait souvent d'une liste « interminable » de bonnes intentions et de projets qui devaient se faire financer pour l'essentiel par les « partenaires étrangers ». Autrement dit, si le projet ne se réalise pas, ce sera la « faute » des bailleurs de fonds étrangers, mais jamais la faute de ceux au Togo qui sont les premiers organisateurs de la corruption sous toutes ses formes anciennes et modernes.

Ce dont le Peuple togolais a besoin est un projet de société alternatif à celui de Faure Gnassingbé. Un projet de société alternatif a plus de chances de récolter démocratiquement l'adhésion de chaque citoyen conscient et indépendant :

- s'il est basé sur des valeurs ;
- offre une cohérence fondée sur une vision stratégique ;
- propose les modalités d'émergence de projets opérationnels et viables au service des communautés ;
- offre la possibilité à des groupements de citoyens de l'adapter dans leur proximité respective ;
- tient compte d'un budget imparti et réaliste ;
- prévoit les mécanismes de contrôle par le Peuple togolais organisé ; et surtout
- a fait l'objet d'une votation populaire préalable pour lui donner « la force politique ».

Ce sont, entre autres, ces sept conditions qui permettent de transformer un projet de société commun en projet politique commun et indépendant de Faure Gnassingbé. Il s'agit d'un projet du Peuple et non d'un projet du citoyen.



### 3. L'ALTERNATIVE POLITIQUE : OPÉRATIONNALISATION DU PROCESSUS D'ÉLABORATION DES DOCUMENTS

Une fois la version préliminaire du projet de société commun adoptée, et en fonction d'un calendrier de mise à jour, des citoyens et des représentants indépendants du Peuple togolais, de préférence sous la forme de groupements d'intérêts, peuvent intervenir pour des ajustements, des appropriations et des harmonisations des choix en présence, ce sur une base démocratique. C'est cela l'esprit et le cadre démocratique des conférences inclusives proposées par RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA.

C'est en cela que les conférences inclusives sans Faure Gnassingbé constituent une innovation majeure que refusent pour le moment certains partis politiques quelques associations qui ont été instrumentalisés au Togo.

Aussi, une méthode s'impose. Chaque citoyenne et chaque citoyen togolais doivent d'abord exiger que ceux qui pensent vouloir les diriger puissent avoir un projet de société pour la communauté togolaise. Ensuite, ce projet doit être présenté dans ses grandes lignes dans le cadre des conférences inclusives sans Faure Gnassingbé pour qu'il obtienne le plus de soutien et d'adhésions possibles pour servir de fondement à des synthèses sur les alternatives, ce en fonction des budgets disponibles.

Ceux des responsables politiques ou d'associations qui n'ont pas de projet de société à présenter au Peuple togolais ne devraient plus être considérés comme des responsables politiques, mais comme de simples citoyens. Il gagnerait à ne plus mystifier le Peuple togolais. Heureusement, certains ont enfin compris, après 28 dialogues de l'échec, que toutes « concertation nationale entre acteurs politiques » proposés par Faure Gnassingbé viendraient rallonger la liste des échecs de l'opposition, à moins qu'il ne s'agisse d'une présélection unilatérale pour « entrer » au gouvernement de « petite ouverture ».

Si selon le dicton togolais alternatif, « *trop de viandes ne gâte pas la sauce* », il n'y a pas de mal à ce que des offres de projets alternatives à ceux de Faure Gnassingbé voient le jour et soient discutées au cours des conférences inclusives. Mais attention, « *une sauce sans viande* » n'est pas du goût de tous. La tendance actuelle est d'ailleurs hélas qu'il y davantage une pénurie plutôt qu'une abondance d'offres de projets de société au service du Peuple togolais. Si au moins trois ou quatre projets de société peuvent faire l'objet d'une offre officielle au Peuple togolais, alors de nombreux partis politiques et d'associations retrouveront leur crédibilité perdue auprès des citoyens togolais de l'intérieur et de l'extérieur.

La profusion de propositions ne peut nuire pas à la cohérence d'un projet de société commun final, dès lors qu'in fine, un projet de société a été choisi comme projet principal servant de cadre pour une intégration et une synthèse intelligente et réaliste des propositions politiques, novatrices, et réalistes sur le plan budgétaire. Il va de soi que les critères de sélection du projet de société principal devront être prédéterminés en commun et sans Faure Gnassingbé et ses agents déstabilisateurs.

Au Togo, il faut bien constater qu'il y a une confusion entre une idée et une proposition de projet opérationnel. Il importe de rappeler qu'un projet est d'abord une idée sur ce que l'on a l'intention de réaliser et doit comprendre un objectif à long terme et un objectif à court terme, - voire immédiat -, à atteindre au bénéfice du Peuple togolais. Mais ce n'est pas tout, il faut impérativement que les objectifs globaux et particuliers que l'on se propose d'atteindre, puissent être présentés dans les grandes lignes publiquement au cours d'une conférence inclusive sans Faure Gnassingbé, ce avec une estimation des moyens que l'on pense nécessaires et disponibles pour sa réalisation.

Là encore, ce sont les « raccourcis » de langage de certains responsables politiques qui ont pu faire croire à de nombreux Togolaises et Togolais que les projets de ceux qui ont accepté de se porter candidats aux dernières élections étaient des projets politiques. Les Togolaises et Togolais ont pu apprécier le brillant résultat de leur



stratégie qui les mené à l'impasse. Alors qu'ils savaient pertinemment la roublardise de Faure Gnassingbé en matière électorale et que de nombreux signes et actes avant-coureurs indiquaient que la contrevérité des urnes servira, à nouveau, de stratégie opérationnelle du pouvoir UNIR/RPT, de nombreux responsables politiques ont choisi de participation à des scrutins qui n'ont servi qu'à légitimer Faure Gnassingbé et son parti. Cette confusion est d'abord liée à l'absence d'un projet de société commun, préalablement préparé, par tous ceux qui sont « indépendants » de Faure Gnassingbé. A défaut, de nombreux citoyens, sans alternatives crédibles, ont cru au choix et à la parole d'un ecclésiastique sans expériences politiques, pour s'aligner derrière des personnalités politiques qui finalement n'avaient pas de conception holistique et opérationnelle de leur propre projet politique, qui n'était de toutes les façons par un projet de société commun. L'échec ne pouvait qu'être au rendez-vous, avec ou sans contre-vérité des urnes.

Le projet de société commun repose d'abord sur des présentations en « commission », puis sur des missions politiques au service de la collectivité. S'il est retenu et réussi la synthèse avec les autres projets en concurrence, alors le projet politique qui pourra en découler ne sera pas le projet d'un individu mais d'un groupe de réflexion et d'influence politique soutenu par des groupes de pression composés de femmes et d'hommes togolais indépendants. Cette démarche redonne tout son sens au mot « citoyen » qui au Togo reste pour l'heure vidé de toute substance.

C'est ce manque d'indépendance dans la construction d'un projet de société commun alternatif qui a fait défaut dans l'histoire électorale togolaise. Il ne faut donc pas que le Peuple togolais renouvelle cette erreur en faisant confiance encore à ceux qui les ont « roulé dans la farine de manioc ».

Le projet de société commun qui sera choisie, puis proposée pour servir de projet politique au cours d'une campagne électorale sécurisée et libre doit pouvoir permettre dans un cadre budgétaire donné, de faire remonter les idées, de mettre en application les propositions et projets exprimés par le Peuple togolais y compris sa Diaspora. Les réalisations concrètes ne pourront se faire en priorité qu'avec le budget national disponible, et accessoirement avec des partenaires à diversifier.

#### **4. LES PARTIS POLITIQUES NE SONT PAS INDISPENSABLES POUR L'ALTERNANCE AU TOGO**

Le Peuple togolais doit intégrer dans son logiciel mental qu'il n'y a pas besoin d'un parti politique pour mettre en œuvre le projet de société commun. Le parti politique n'est donc pas le seul et unique vecteur pour mettre en œuvre le projet qu'une grande majorité du Peuple togolais pourra se choisir. Compte-tenu de la vacuité et l'inefficience actuelle de nombre de partis politiques, la société civile organisée, via ses multiples démembrements, doit y jouer pleinement son rôle et contribuer à combler les vides de réflexion que cette situation engendre. La société civile doit aussi prendre ses responsabilités et « remplacer » certains des partis politiques qui n'existent que de « nom ».

Aussi, pour RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA, un projet de société doit être nécessairement un projet de société commun avec une vision cohérente, d'ensemble, de l'organisation et du fonctionnement de la société togolaise dans un environnement international compétitif. Ce projet doit être opérationnel pour une mise en œuvre effective par ceux qui pourront représenter dignement et sans hypocrisie, la partie du Peuple togolais indépendant, largement majoritaire faut-il le rappeler ?

Ce projet est sous-tendu par des valeurs morales, éthiques. Les principes qui émaneront de ce projet de société commun et les orientations précises sous forme d'un programme politique et sectoriel, auront comme fil rouge la valorisation systématique du Peuple togolais dans sa création de richesses partagées. Le projet de société commun déjà élaboré, que proposeront, le moment venu, RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA, se veut un projet alternatif à celui du système des partis RPT/UNIR (Rassemblement pour le Peuple Togolais/Union pour la



République), un modèle de société où domine une oligarchie qui défend d'abord et presque exclusivement ses propres intérêts ou ceux des étrangers.

Le projet de société commun, une fois passé par la case « conférences inclusives » et adoubé par celles-ci, devient une mission au service du Peuple togolais, avec une équipe de personnalités compétentes défendant d'abord les intérêts du Peuple togolais et rendant des comptes régulièrement à ce Peuple.

La Vérité des urnes et la Vérité des comptes publics ne sauraient rester au stade d'une simple incantation, mais a pour vocation de servir de socle à l'unité du Peuple togolais. La mise en application d'un projet de société commun leur permettra de devenir des principes intangibles et pérennes du gouvernement de la cité au Togo. A ce titre, les partis politiques ne sont pas indispensables pour l'alternance au Togo.

## 5. OFFRIR UN PROJET ALTERNATIVE À LA PARTIE INDÉPENDANTE DU PEUPLE TOGOLAIS

Il est vrai qu'une vision de la société proposée par RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA pourrait ne pas être partagée par de nombreux responsables politiques au départ. Mais c'est justement, le processus démocratique au sein de la partie indépendante du Peuple togolais qui devrait permettre, par une confrontation des idées et des projets en présence, d'avancer vers une appropriation collective.

Cela suppose qu'un « leadership des porteurs du projet de société commun » doit se dégager pour faciliter la mobilisation - tant sur le terrain que dans la diaspora - derrière le projet commun et non derrière des individus, plus ou moins dépendants ou sous contrôle de Faure Gnassingbé et son armée clanique.

Il apparaît aujourd'hui que de nombreux partis politiques, du fait de leur proximité avec le système de Faure Gnassingbé, sont pour l'heure discrédités. Pour combien de temps ? Nul ne sait ! Aussi, *la nature ayant horreur du vide*, il est proposé que ce soient des mouvements indépendants issus de la société civile et de la Diaspora, entre autres comme CVU-TOGO-DIASPORA et Consorts, qui prennent leurs responsabilités et offrent une base de travail au Peuple togolais.

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA s'organisent par ses approches discrètes, d'influence et de sensibilisation, à ce qu'un nombre de plus en plus important de citoyens et citoyennes au Togo partagent leur approche holistique de l'alternative politique, économique, sociétale, culturelle et environnementale au Togo.

C'est donc sur ce projet pensé et qui devra être présenté au cours des conférences inclusives successives, que la partie indépendante du Peuple togolais pourra contribuer à l'amélioration du projet de société commun et surtout à la rédaction des parties concernant la décentralisation et l'adaptation au niveau local et en proximité du vaillant Peuple togolais.

Il est clair que l'union entre le projet de Faure Gnassingbé et le projet de RCDTI-CVU-TOGO-DIASPORA est impossible. Le Peuple togolais doit en prendre acte et cesser de vouloir systématiquement unir Dieu et Satan.

## 6. L'INCONTOURNABLE TRANSITION POLITIQUE SANS FAURE GNASSINGBE

Il n'est pas impossible que la justice puisse venir rendre compte de l'illégalité même du statut anticonstitutionnel de Faure Gnassingbé ou de ses liens avec le plaider-coupable volontaire du millionnaire Vincent Bolloré.

En attendant, dans sa phase opérationnelle, le projet de société proposé et retenu doit devenir le projet de société commun du Peuple togolaise et devra se décliner en : commissions, missions, programmes de gouvernement, plan d'actions et projets d'amélioration du bien-être du Peuple togolais.



Ce serait un non-sens de croire que la transition politique peut se faire sous influence ou en collaboration avec l'actuel leadership « Faure-Gnassingbé-UNIR/RPT » qui entretient et pratique la contrevérité des urnes pour se maintenir au pouvoir et l'absence de vérité des comptes publics pour se livrer à la prédation et à l'accaparement de la quasi-totalité de la richesse nationale.

Cette situation induit qu'il faudra donc, en plus du projet de société commun, proposer un projet de transition politique, car l'avenir du Togo sur de nouvelles bases ne peut se faire qu'à travers une transition sans Faure Gnassingbé.

La transition politique ne peut se faire avec le leadership des individus qui ont conduit à la contrevérité des urnes et l'absence de vérité des comptes publics. Donc, il faudra, en plus du projet de société commun, proposer un projet de transition politique, car l'avenir du Togo sur de nouvelles bases de transparence, ne peut se faire qu'à travers une transition sans Faure Gnassingbé.

Mais cette transition ne peut se faire sans inclure l'ensemble des corps constitués, parmi lesquels les forces armées togolaises, notamment la partie républicaine de ces forces de sécurité, qui doivent commencer à penser à se réconcilier avec le Peuple togolais par la voie, entre autres, des travaux d'infrastructures, de génie civil, de santé et de réduction de l'arbitraire et des brutalités envers le Peuple togolais.

## **7. RECOMMANDATIONS DE RCDTI ET CVU-TOGO-DIASPORA : INCLUSIVITÉ SANS FAURE GNASSINGBÉ**

Pour préparer l'inclusivité au niveau des différents documents du projet alternatif, il faudra que des cellules de citoyens togolais s'organisent à partir d'une prise de conscience collective en proximité de leur lieu d'habitation pour adapter les documents-cadres de l'alternance politique. Compte tenu de la brutalité de la répression du système de Faure Gnassingbé et l'achat des consciences, la délation alimentaire s'est développée. Aussi, la confidentialité et la discrétion seront de mise pour protéger les citoyennes et citoyens indépendants, empêchés de préparer l'avenir du Togo sans Faure Gnassingbé.

La réalité est que pour ne pas être infiltré par les « *agents renifleurs* » de Faure Gnassingbé, les conférences inclusives ne peuvent pas, au départ, avoir lieu, au Togo. Des conférences électroniques seront offertes avec ces contrôles sur l'indépendance des participants vis-à-vis de Faure Gnassingbé.

La participation à ces conférences inclusives pour celles et ceux qui souhaitent y faire des interventions doit reposer sur la présentation, au moins en résumé, de tout ou partie des différents documents conduisant à au projet alternatif au Togo. Il s'agira pour tout intervenant, comme au demeurant pour RCDTI et de CVU-TOGO-DIASPORA de présenter en 60 minutes et soumis à un vote en fin de séance :

- une Charte de refondation du Togo
- un projet de transition politique ; et
- un projet de société commun.

Lors des conférences inclusives, l'ensemble des propositions, et donc celles qui proviendront de CVU-TOGO-DIASPORA et RCDTI, feront toutes l'objet de débats, de confrontation d'idées et d'améliorations par la partie indépendante du Peuple togolais. En cela, le processus démocratique de choix du projet de société commun sera respecté.



Parmi les projets adoptés, l'un devra servir de « leadership » afin de faciliter les intégrations, les arbitrages et la synthèse, pour déboucher alors sur un véritable projet de société politique et inclusif avec un groupe d'individus que la partie du peuple togolais indépendant se sera choisi.

La conférence inclusive du Peuple togolais indépendant devra se faire sans Faure Gnassingbé pour garantir l'indépendance du projet de société commun.

Le 21 juin 2021.

La Direction du :

**Réseau de Coordination de la Diaspora Togolaise Indépendante (RCDTI) et du Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo (CVU-TOGO-DIASPORA) en partenariat avec toutes personnalités ou structures de la société civile indépendantes.**

**SIGNATAIRES : RCDTI, CVU-TOGO-DIASPORA, PARTENAIRES ET SYMPATHISANTS :**

1. Yves Ekoué AMAÏZO, Dr.
2. Jean-Pierre Akoété BALIKPO
3. Ernesto D'ALMEIDA, Dr.
4. Mathieu D'ALMEIDA
5. Koffi DEKU, Ing.
6. François FABREGAT
7. Geneviève MOUTON
8. Antoine Koffi OKOUTA
9. Antoine RANDOLPH, Dr.

-----  
**Contact et Coordination : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) et [rcdti@cvu-togo-diaspora.org](mailto:rcdti@cvu-togo-diaspora.org)**

Note : Toutes les personnalités ou associations qui souhaitent être signataires des textes de RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA peuvent le faire en écrivant par courrier électronique à l'adresse ci-dessous. Ils ou elles auront l'occasion de participer à l'une ou l'autre des téléconférences fondant notre démocratie participative et proposer des solutions dans le cadre du projet de société commun pour l'avenir du Togo en vue d'une transition.

\*\*\*\*\*

© RCDTI & CVU-TOGO-DIASPORA

Réseau de Coordination de la Diaspora Togolaise Indépendante (RCDTI) -----



Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo (CVU-TOGO-DIASPORA) -----



\*\*\*\*\*

**Mots-clés :** Conférence inclusive - CVU-TOGO-DIASPORA - Gnassingbé – Projet de société commun - RCDTI – Transition - Togo